

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

**Séance du 30 mai 2012**

**PRESENTS :** M. Clerfayt, Bourgmestre; Mme Essaidi, MM. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mme Jodogne, M. De Herde, Mmes Smeysters, Hemamou, Echevins; MM. Charels, Van Gorp, Grimberghs, Mmes Bouarfa, Nyssens, MM. El-Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courthoex, Mmes Onkelinx, Durant, MM. Kekten, Köksal, Dönmez, Mme Aliç, M. Bouhjar, Mme Ozdemir, M. Nimal, Mmes Chan, Güles, MM. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mmes Nabant, Guisse, MM. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM. Kaddour, Vanhalewyn, Mme Held, M. Van Goethem, Conseillers communaux; M. Bouvier, Secrétaire communal.

**#Objet : Taxe sur les serveuses et serveurs de bars et autres établissements analogues - Exercices 2012 à 2016 - Renouvellement et modification - Approbation#**

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;  
Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;  
Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;  
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;  
Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;  
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;  
Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;  
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;  
Vu les règlements communaux de police et d'Urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine ;  
Revu sa délibération du 26 novembre 2008 votant la modification du règlement taxe sur les serveuses et serveurs de bars et autres établissements analogues pour un terme expirant le 31 décembre 2012 ;  
Vu la situation financière de la commune ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
ARRETE : par 26 voix et 13 abstentions

TAXE SUR LES SERVEUSES ET SERVEURS DE BARS ET AUTRES ETABLISSEMENTS ANALOGUES

Exercices 2012 à 2016 – Renouvellement et modification

**Article 1**

Il est établi pour les exercices 2012 à 2016, au profit de la commune de Schaerbeek, une taxe annuelle sur les serveuses et serveurs occupés dans les débits de boissons.

Est réputée serveuse ou serveur toute personne qui favorise directement ou indirectement le commerce de l'exploitant, soit en consommant habituellement avec les clients, soit en provoquant la consommation de toute autre manière que par le service normal des clients.

**Article 2**

La taxe est due par l'exploitant du bar, par serveu(r)se occupé(e) dans les formes prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 2 alinéa. A défaut de paiement par ce dernier, le propriétaire du local est tenu comme solidairement responsable du paiement de la taxe.

**Article 3**

Le taux de la taxe pour l'exercice 2012 est fixé au 1<sup>er</sup> janvier à 4.000€ par serveur/serveuse.

Ce taux sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5%, arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
4.100,00 €	4.203,00 €	4.308,00 €	4.416,00 €

**Article 4**

Lorsqu'un établissement est tenu par une ou plusieurs personnes visées par le présent règlement, regroupées ou non au sein d'une société ou d'une association, la taxe est due tant pour le ou les exploitants que pour chacune des personnes visées ci-avant.

.../...

**Article 5**

La taxe n'est pas applicable au (à la) conjoint (e) de l'exploitant, ni aux parents ou allié(e)s jusqu'au deuxième degré inclusivement.

**Article 6**

L'imposition est due pour l'année entière, quelle que soit la date de la déclaration ou de celle de l'entrée en service des personnes tombant sous l'application des présentes dispositions. Pour l'exercice au cours duquel l'établissement aura été transformé en salon de prostitution conformément aux nouvelles règles urbanistiques en vigueur, la présente taxe ne sera toutefois pas perçue.

**Article 7**

Chaque année, l'administration communale fait parvenir au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, avant l'échéance mentionnée. Il est également tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Le redevable qui n'a pas reçu le formulaire de déclaration est tenu d'en réclamer un avant le 31 décembre de l'exercice pour lequel la taxe est due.

En cas de modification de la base d'imposition dans le courant de l'année, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

**Article 8**

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

**Article 9**

La présente taxe est perçue par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

**Article 10**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

**Article 11**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

**Article 12**

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

**Article 13**

La présente délibération abroge et remplace, au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la délibération du 26 novembre 2008 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 30 mai 2012

Le Secrétaire communal,  
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme  
Schaerbeek, le 5 juin 2012

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre  
Par délégation :

Jacques BOUVIER



Bernard GUILLAUME  
Echevin

UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

**Vergadering van 30 mei 2012**

**AANWEZIG** : De h. Clerfayt, Burgemeester; Mevr. Essaidi, de hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mevr. Jodogne, de h. De Herde, Mevr. Smeysters, Hemamou, Schepenen; de hh. Charels, Van Gorp, Grimberghs, mevr. Bouarfa, Nyssens, de hh. El-Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Gourtheoux, mevr. Onkelinx, Durant, de hh. Kökten, Köksal, Dönmez, mevr. Aliç, de h. Bouhjar, mevr. Ozdemir, de h. Nimal, mevr. Chan, Güles, de hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, mevr. Nalbant, Guisse, de hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, de hh. Kaddour, Vanhalewyn, mevr. Held, de h. Van Goethem, Gemeenteraadsleden; de h. Bouvier, Gemeentesecretaris.

**#Onderwerp : Belasting op de dienststers en dienders van bars en soortgelijke inrichtingen - Dienstjaren 2012 tot 2016 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring#**

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de gemeentelijke reglementen van politie en Stedenbouw op de raamprostitutieruimten;

Herziende het raadsbesluit van 26 november 2008, stemmend de wijziging van het reglement betreffende de belasting op de dienststers en dienders van bars en soortgelijke inrichtingen voor een termijn vervallend op 31 december 2012;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT : met 26 stemmen en 13 onthoudingen

**BELASTING OP DE DIENSTERS EN DIENDERS VAN BARS EN SOORTGELIJKE INRICHTINGEN**  
**Dienstjaren 2012 tot 2016 – Hernieuwing en wijziging**

**Artikel 1**

Voor de dienstjaren 2012 tot 2016, wordt ten bate van de gemeente Schaarbeek een jaarlijkse belasting geheven op de dienststers en dienders in bars.

Worden beschouwd als dienststers en dienders, ieder persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks de handel van de uitbater bevordert door met klanten te verbruiken of tot verbruik aan te zetten op een andere wijze dan door normaal dienstbetoon.

**Artikel 2**

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de bar, per in dienst zijnde dienstster of diender volgens de formaliteiten voorzien in artikel 1, 2<sup>de</sup> lid. In geval van nalatigheid van deze laatste, zal de eigenaar van het lokaal solidair verantwoordelijk zijn voor de betaling van de belasting.

**Artikel 3**

De aanslagvoet voor het dienstjaar 2012 is vastgesteld op 1 januari aan 4.000€ per dien(st)(d)er.

Deze aanslagvoet zal voor de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2013 Dienstjaar 2014 Dienstjaar 2015 Dienstjaar 2016

4.100,00 €      4.203,00 €      4.308,00 €      4.416,00 €

**Artikel 4**

Indien de handel uitgebaat wordt door één of meerdere in het reglement vermelde personen, al dan niet gegroepeerd in een vereniging of maatschappij, is de belasting verschuldigd, zowel voor de uitbater als voor ieder van de hierboven aangeduide personen.

.../...

### **Artikel 5**

De belasting is niet toepasselijk op de gezal (gezellin) van de uitbater noch de bloedverwanten of aanverwanten tot de tweede graad inbegrepen.

### **Artikel 6**

De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd welke de datum van de aangifte weze of de aanvangsdatum bij de indiensttreding van de personen welke vallen onder de toepassingen van deze beschikkingen. Voor het jaar waarin de instelling zal getransformeerd zijn in een prostitutiesalon, in overeenstemming met de nieuwe van krachtzijnde stedenbouwkundige voorschriften, zal de belasting niet in rekening worden gebracht

### **Artikel 7**

Jaarlijks zal het Gemeentebestuur de belastingplichtige een aangifte toesturen welke deze dient terug te zenden, ingevuld, gedateerd en getekend, voor de vermelde vervalddag. Tevens is hij ertoe gehouden bij te dragen tot het gemakkelijke nazicht van ondermeer zijn aangifte door alle elementen en documenten te verstrekken welke hieromtrent worden gevraagd.

De belastingschuldigen welke geen aangifte hebben ontvangen dienen er een aan te vragen en dit vóór 31 december van het dienstjaar voor welke de belasting is verschuldigd.

In geval van wijziging van de grondslag tijdens het jaar, zal een nieuwe aangifte moeten worden ingediend binnen de 10 dagen.

### **Artikel 8**

Bij niet aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingschuldige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In geval van ambtshalve aanslag zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting.

### **Artikel 9**

De onderhavige belasting wordt geïnd per kohier. De kohieren worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

### **Artikel 10**

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebreke van betaling binnen de vastgestelde termijn zullen bij de verschuldigde sommen, ten voordele van het gemeentebestuur, verwijlintersten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992.

### **Artikel 11**

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

### **Artikel 12**

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

### **Artikel 13**

Dit huidige raadsbesluit herroept en vervangt, op 1 januari 2012, het raadsbesluit van 26 november 2008 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 30 mei 2012

De Gemeentesecretaris,  
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :  
Schaarbeek, 5 juni 2012

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester  
In opdracht :

Jacques BOUVIER



Bernard GUILLAUME  
Schepen